

COUR D'ARBITRAGE

[2005/203250]

Extrait de l'arrêt n° 168/2005 du 23 novembre 2005

Numéro du rôle : 3172

En cause : le recours en annulation de l'article 18, alinéa 3, et de l'annexe IV du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, introduit par J. Jacqmain.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 novembre 2004 et parvenue au greffe le 29 novembre 2004, J. Jacqmain, faisant éléction de domicile à 1000 Bruxelles, place Fontainas 9-11, a introduit un recours en annulation de l'article 18, alinéa 3, et de l'annexe IV du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités (publié au *Moniteur belge* du 18 juin 2004, deuxième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions entreprises

B.1.1. Le décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités (ci-après : décret du 31 mars 2004) établit notamment une nouvelle organisation des études.

B.1.2. Après les grades académiques de bachelier et de master, l'article 18 du décret du 31 mars 2004 organise le grade académique de master complémentaire comme suit :

« A l'issue d'une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée par le grade académique de master, des études de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master complémentaire après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires qui peuvent être acquis en une année d'études au moins.

Ces formations visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins une des finalités suivantes :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, dans le secteur de la santé;

2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

3° donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité en Communauté française.

La liste des études correspondant au 3° ci-dessus est reprise en annexe IV du présent décret et fait partie intégrante de celui-ci. »

B.1.3. L'annexe IV, « Habilitations à organiser des masters complémentaires », dispose :

« La liste des intitulés des études de master complémentaire visée à l'Art. 18 du décret est fixée comme suit :

Domaine/Intitulé
3° Langues et lettres
Langues et civilisations africaines
Sciences du langage
5° Art de bâtir et urbanisme
Urbanisme et aménagement du territoire
7° Sciences politiques et sociales
Analyse interdisciplinaire de la construction européenne
Méthodes quantitatives en sciences sociales
8° Sciences juridiques
Droit européen
Droit international
Droit fiscal
Droit de l'environnement et droit public immobilier
Droit des technologies de l'information et de la communication
Notariat
10° Sciences économiques et de gestion
Gestion des risques financiers
11° Sciences psychologiques et de l'éducation
Pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur

Domaine/Intitulé
16° Sciences de la motricité
Ostéopathie
17° Sciences
Biotechnologie et biologie appliquée
Génomique
Informatique et innovation
18° Sciences agronomiques et ingénierie biologique
Génie brassicole
Génie sanitaire
19° Sciences de l'ingénieur
Génie nucléaire
Gestion totale de la qualité
Nanotechnologie
Polymères

».

B.2. La Cour constate cependant que le moyen unique développé dans la requête est articulé contre le seul article 18, alinéa 3, et le point 8° de l'annexe IV du décret du 31 mars 2004, relatifs à la détermination de la liste des masters complémentaires en sciences juridiques; elle limitera donc son examen à ces seules dispositions.

Quant à la recevabilité

B.3. Le requérant, professeur à l'Université libre de Bruxelles, dispense des cours dans le D.E.S. en droit social et le D.E.S. en droit public et administratif.

Il justifie son intérêt à agir par le fait que la liste exhaustive des masters complémentaires déterminée par l'annexe IV, conformément à l'article 18 du décret du 31 mars 2004, ne reprend ni le droit social ni le droit public et administratif: la disparition des D.E.S. dans lesquels le requérant enseigne, au-delà de l'année académique 2006-2007, risque d'avoir pour conséquence que les cours dont il est titulaire ne pourront pas être maintenus.

B.4. Se fondant notamment sur les articles 16 et 62 du décret du 31 mars 2004, le Gouvernement de la Communauté française conteste l'intérêt à agir du requérant, en ce que celui-ci ne démontrerait pas que les dispositions attaquées entraîneront la disparition des cours qu'il dispense.

B.5. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.6.1. En déterminant la liste des intitulés des masters complémentaires visés à l'article 18 du décret du 31 mars 2004, sans reprendre ni le droit social ni le droit public et administratif, l'annexe IV empêche l'organisation de masters complémentaires dans ces deux domaines et, par répercussion, empêche l'octroi du grade académique de master complémentaire en droit social ou en droit public et administratif.

B.6.2. Selon l'exposé des motifs, « comme les études de master en 5 ans intègrent les anciens troisièmes cycles » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 498/1, p. 7), l'article 16, § 4, du décret du 31 mars 2004 prévoit toutefois trois finalités au master en 120 crédits, la troisième préparant à « une spécialisation professionnelle, anciennement diplôme d'études spécialisées (D.E.S.), diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) ou diplôme d'études spécialisées artistiques (D.E.S.A.) » (*ibid.*):

« Les études de deuxième cycle de master en 120 crédits ou plus comprennent au moins un choix de 30 crédits spécifiques donnant à cette formation l'une des finalités suivantes :

1° la finalité didactique qui comprend la formation pédagogique spécifique en application du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique.

Elle n'est organisée que pour les grades académiques correspondant aux titres requis pour cette profession.

2° La finalité approfondie préparant à la recherche scientifique; elle comprend à la fois des enseignements approfondis dans une discipline particulière et une formation générale au métier de chercheur. Cette option n'est organisée que pour les domaines d'études universitaires visés à l'article 31.

3° Une finalité spécialisée dans une discipline particulière du domaine à laquelle se rattache le cursus qui vise des compétences professionnelles ou artistiques particulières.

Les établissements d'enseignement supérieur organisent une ou plusieurs finalités, éventuellement plusieurs finalités spécialisées différentes ».

B.6.3. S'il est certes exact que des finalités spécialisées dans les domaines du droit social et du droit public et administratif pourront être organisées dans le cadre du master en 120 crédits, le choix des domaines des finalités spécialisées relève cependant des établissements d'enseignement supérieur, de sorte que rien ne permet de conclure que des finalités en droit social et en droit public et administratif seront assurément organisées par l'université dans laquelle enseigne le requérant et que les cours de celui-ci seront maintenus.

En outre, ces finalités spécialisées sont acquises dès la réussite de 30 crédits spécifiques, équivalant à une charge de travail correspondant à la moitié d'une année d'études, de sorte qu'il existe un risque réel que cette intégration d'une spécialisation dans le cursus de base entraîne une diminution des cours dispensés dans les anciens D.E.S. en droit social et en droit public et administratif, qui étaient organisés sur la base d'une année d'études au moins.

B.6.4. Par ailleurs, le requérant fait valoir que les D.E.S. qui ne correspondent pas aux mentions de l'annexe IV ne pourraient être organisés que « sous forme d'études complémentaires qui ne donnent pas lieu à financement, formule qui n'est pas réaliste vu le public habituel des D.E.S. en droit ». Il considère que l'intégration du programme des D.E.S. à celui des deux années de « maître » implique « nécessairement l'appauvrissement de la formation générale de licencié en droit ».

Enfin, il fait observer que la solution de l'intégration du droit social dans les études de « maître » fait perdre aux intéressés le bénéfice des articles 190, § 3, et 194, § 3, du Code judiciaire, qui fixent respectivement les conditions d'accès aux fonctions de juge au tribunal du travail et de substitut de l'auditeur du travail et accordent une réduction de l'expérience professionnelle requise aux candidats qui sont porteurs d'un diplôme de licencié en droit social.

B.6.5. Le requérant a par conséquent intérêt à agir devant la Cour en annulation des dispositions entreprises.

B.7. L'exception est rejetée.

Quant au fond

B.8. Le requérant développe un moyen unique pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que les dispositions attaquées défavoriseraient le requérant, qui n'est titulaire que de cours appartenant aux D.E.S. en droit social et en droit public et administratif, par rapport à d'autres enseignants titulaires de cours appartenant aux formations reprises dans la liste de l'annexe IV. Selon lui, cette différence de traitement ne repose sur aucune justification objective.

B.9.1. Les masters complémentaires visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins une des trois finalités énumérées à l'article 18, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004. L'article 18, alinéa 3, prévoit l'établissement d'une liste de masters complémentaires pour la troisième finalité, qui est de « donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité en Communauté française » : la différence de traitement entre les matières reprises dans la liste exhaustive de l'annexe IV et celles qui ne le sont pas repose donc sur un critère objectif.

B.9.2. Ainsi qu'il a été exposé en B.6.2, « comme les études de master en 5 ans intègrent les anciens troisièmes cycles » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 498/1, p. 7), trois finalités du master en 120 crédits ont été prévues par l'article 16, § 4, du décret du 31 mars 2004, dont la finalité spécialisée préparant à une spécialisation professionnelle, comme les anciens D.E.S.

Selon l'exposé des motifs, la sélection des intitulés des masters complémentaires est justifiée par le fait qu'il « était difficile d'intégrer aux études de base, principalement dans les anciens cursus de licences en 5 ans » les matières énumérées dans l'annexe IV (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 498/1, p. 7).

B.9.3. Toutefois, alors que la section de législation du Conseil d'Etat insistait sur une justification de la liste de l'annexe IV « spécialement dans la mesure où cette liste supprime des diplômes de spécialisation existants et dont l'utilité ne paraît pas avoir été mise en cause », (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 498/1, p. 118), la sélection des intitulés des masters complémentaires n'a pas fait l'objet d'une justification particulière de la part du législateur décréteur.

B.9.4. Ni les travaux préparatoires du décret attaqué, ni le Gouvernement de la Communauté française - qui avait été expressément invité à le faire par la Cour - n'expliquent les raisons qui ont présidé à l'exclusion des matières du droit social et du droit public et administratif de la liste des masters complémentaires.

B.9.5. Puisque la différence de traitement soumise à la Cour ne fait l'objet d'aucune justification raisonnable, elle viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.10. Le moyen est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les mentions figurant au point 8° de l'annexe IV du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 23 novembre 2005.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2005/203250]

Uittreksel uit arrest nr. 168/2005 van 23 november 2005

Rolnummer 3172

In zake: het beroep tot vernietiging van artikel 18, derde lid, en de bijlage IV van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, ingesteld door J. Jacqmain.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 november 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 november 2004, heeft J. Jacqmain, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Fontainasplein 9-11, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 18, derde lid, en de bijlage IV van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 2004, tweede uitgave).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten (hierna : decreet van 31 maart 2004) voorziet met name in een nieuwe organisatie van de studies.

B.1.2. Na de academische graden van bachelor en van master, regelt artikel 18 van het decreet van 31 maart 2004 de academische graad van bijkomende master als volgt :

« Na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten bekrachtigd met de academische graad van master, kunnen de studies van de tweede cyclus leiden tot de academische graad van bijkomende master na het behalen van - naargelang van het studieprogramma - minstens 60 bijkomende studiepunten die in minstens één studiejaar kunnen worden verworven.

Deze opleidingen zijn bedoeld om een gespecialiseerde professionele kwalificatie te verwerven die overeenstemt met minstens een van de volgende finaliteiten :

1° toelating verstrekken tot de uitoefening van bepaalde beroepen in de gezondheidssector, met eerbiediging van de corresponderende wettelijke bepalingen;

2° voldoen aan de behoeften inzake specifieke opleiding in het kader van programma's voor ontwikkelings-samenwerking;

3° toegang verstrekken tot de door de wet vereiste bijzondere titels en graden of tot de bijzondere en erkende competenties van de onderzoeks- en onderwijsteams, met een origineel, uniek en specifiek karakter in de Franse Gemeenschap.

Bijlage IV van dit decreet bevat de lijst van de met punt 3 hierboven overeenstemmende studies, en is een wezenlijk onderdeel van dit decreet ».

B.1.3. Bijlage IV, « Bevoegdheden om bijkomende masters te organiseren », bepaalt (eigen vertaling) :

« De lijst met de titels van de studies van bijkomende master bedoeld in artikel 18 van het decreet is vastgesteld als volgt :

Domein/Titel
3° Taal- en letterkunde
Afrikaanse talen en beschavingen
Taalwetenschappen
5° Architectuur en stedenbouw
Stedenbouw en ruimtelijke ordening
7° Politieke en sociale wetenschappen
Interdisciplinaire analyse van de Europese éénwording
Kwantitatieve methoden in sociale wetenschappen
8° Rechtswetenschappen
Europees recht
Internationaal recht
Fiscaal recht
Milieurecht en publiek vastgoedrecht
Informatie- en communicatietechnologierecht
Notariaat
10° Economische wetenschappen en management
Beheer van de financiële risico's
11° Psychologische en pedagogische wetenschappen
Universitaire pedagogie en pedagogie van het hoger onderwijs
16° Wetenschappen van de motoriek
Osteopathie
17° Wetenschappen
Biotechnologie en toegepaste biologie
Genoomkunde
Informatica en innovatie
18° Landbouwkunde en biologisch ingenieur
Brouwtechniek
Sanitaire techniek
19° Ingenieur
Nucleaire technologie
Integrale kwaliteitszorg
Nanotechnologie
Polymeren

B.2. Het Hof stelt echter vast dat het enig middel dat in het verzoekschrift wordt uiteengezet, uitsluitend is gericht tegen artikel 18, derde lid, en punt 8° van bijlage IV van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van de lijst van de bijkomende masters in de rechten; het beperkt zijn onderzoek dan ook tot alleen die bepalingen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.3. De verzoekende partij, hoogleraar aan de « Université libre de Bruxelles », geeft les in de opleidingen tot het behalen van het diploma van gediplomeerde in gespecialiseerde studies (hierna : G.G.S.) in sociaal recht en in publiek en administratief recht.

Zij verantwoordt haar belang om in rechte te treden door het feit dat in de exhaustieve lijst van de bijkomende masters bepaald in bijlage IV, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 31 maart 2004, noch het sociaal recht, noch het publiek en administratief recht zijn opgenomen : het verdwijnen, na het academiejaar 2006-2007, van de G.G.S.-opleidingen waarin de verzoekende partij lesgeeft, zou ertoe kunnen leiden dat de cursussen waarvan hij titularis is, niet zullen kunnen worden behouden.

B.4. De Franse Gemeenschapsregering steunt met name op de artikelen 16 en 62 van het decreet van 31 maart 2004 om het belang van de verzoekende partij om in rechte te treden, te betwisten, in zoverre de verzoekende partij niet zou aantonen dat de bestreden bepalingen zullen leiden tot het verdwijnen van de cursussen die zij geeft.

B.5. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.6.1. Door de lijst vast te stellen van de titels van de bijkomende masters bedoeld in artikel 18 van het decreet van 31 maart 2004, zonder daarin het sociaal recht, noch het publiek en administratief recht op te nemen, belet bijlage IV dat in die twee domeinen bijkomende masters worden georganiseerd en belet zij bijgevolg dat de academische graad van bijkomende master in sociaal recht of in publiek en administratief recht wordt toegekend.

B.6.2. Volgens de memorie van toelichting voorziet artikel 16, § 4, van het decreet van 31 maart 2004, « aangezien de masterstudies in 5 jaar de vroegere derde cycli omvatten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 498/1, p. 7), echter in drie finaliteiten voor de master van 120 studiepunten, waarbij de derde een voorbereiding vormt op « een beroepsspecialisatie, het vroegere diploma van gespecialiseerde studies (G.G.S.), het diploma van gespecialiseerde hogere studies of het diploma van gespecialiseerde kunststudies » (*ibid.*) :

« De masterstudies van de tweede cyclus van 120 studiepunten of meer omvatten minstens een keuze van 30 specifieke studiepunten die deze opleiding een van de volgende finaliteiten verleent :

1° De didactische finaliteit die de specifieke pedagogische opleiding bevat in toepassing van het decreet van 8 februari 2001 betreffende de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs of van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs. Ze wordt slechts georganiseerd voor de academische graden die overeenstemmen met de voor dit beroep vereiste titels;

2° De grondige finaliteit die voorbereidt op wetenschappelijk onderzoek; ze omvat zowel grondig onderwijs in een bijzondere discipline als een algemene opleiding voor het beroep van de onderzoeker. Deze optie wordt slechts georganiseerd voor de universitaire studiegebieden bedoeld in artikel 31.

3° Een gespecialiseerde finaliteit in een bijzondere discipline van het gebied waarop het curriculum betrekking heeft, die gericht is op bijzondere professionele of artistieke competenties.

De instellingen voor hoger onderwijs organiseren een of meerdere finaliteiten, eventueel meerdere verschillende gespecialiseerde finaliteiten ».

B.6.3. Hoewel de gespecialiseerde finaliteiten in de domeinen van het sociaal recht en van het publiek en administratief recht in het kader van de master van 120 studiepunten zullen kunnen worden georganiseerd, komt de keuze van de domeinen van de gespecialiseerde finaliteiten toe aan de instellingen voor hoger onderwijs, zodat niets erop wijst dat de finaliteiten in sociaal recht en in publiek en administratief recht zeker zullen worden georganiseerd door de universiteit waar de verzoekende partij lesgeeft en dat haar cursussen zullen worden behouden.

Bovendien zijn die gespecialiseerde finaliteiten verworven na te zijn geslaagd voor 30 specifieke studiepunten, wat overeenkomt met een opdracht gelijk aan de helft van een studiejaar, zodat de kans reëel is dat die opname van een specialisatie in het basiscurriculum leidt tot een daling van het aantal cursussen gegeven in de vroegere G.G.S.-opleidingen in sociaal recht en in publiek en administratief recht, die op basis van minstens één studiejaar waren ingericht.

B.6.4. De verzoekende partij voert overigens aan dat de G.G.S.-opleidingen die niet met de vermeldingen in bijlage IV overeenstemmen, alleen zouden kunnen worden georganiseerd « in de vorm van aanvullende studies die niet in aanmerking komen voor financiering, formule die niet realistisch is, gelet op het gebruikelijke publiek van de G.G.S.-opleidingen in de rechten ». Zij is van mening dat de integratie van het programma van de G.G.S.-opleidingen in dat van de twee masterjaren, « noodzakelijkerwijs [leidt] tot een verarming van de algemene opleiding van licentiaat in de rechten ».

Ten slotte merkt zij op dat de oplossing bestaande in de integratie van het sociaal recht in de masterstudies ervoor zorgt dat de betrokkenen het voordeel verliezen van de artikelen 190, § 3, en 194, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, die respectievelijk de voorwaarden vaststellen inzake de toegang tot de ambten van rechter bij de arbeidsrechtbank en van substituut-arbeidsauditeur, en die een vermindering van de vereiste beroepservaring toekennen aan de kandidaten die houder zijn van het diploma van licentiaat in het sociaal recht.

B.6.5. De verzoekende partij doet bijgevolg blijken van een belang om voor het Hof de vernietiging van de bestreden bepalingen te vorderen.

B.7. De exceptie wordt verworpen.

Ten gronde

B.8. De verzoekende partij leidt een enig middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de bestreden bepalingen de verzoekende partij, die titularis is van uitsluitend cursussen die behoren tot de G.G.S.-opleidingen in sociaal recht en in publiek en administratief recht, zouden benadelen ten opzichte van andere lesgevers die titularis zijn van cursussen die behoren tot de in de lijst van bijlage IV opgenomen opleidingen. Volgens haar berust dat verschil in behandeling op geen enkele objectieve verantwoording.

B.9.1. De bijkomende masters strekken ertoe een gespecialiseerde beroepsbekwaamheid te verwerven die overeenstemt met ten minste een van de drie in artikel 18, tweede lid, van het decreet van 31 maart 2004 opgesomde finaliteiten. Artikel 18, derde lid, voorziet in de vaststelling van een lijst van bijkomende masters voor de derde finaliteit, die erin bestaat « toegang [te] verstrekken tot de door de wet vereiste bijzondere titels en graden of tot de bijzondere erkende competenties van de onderzoeks- en onderwijsteams, met een origineel, uniek en specifiek karakter in de Franse Gemeenschap » : het verschil in behandeling tussen de in de exhaustieve lijst van bijlage IV opgenomen vakgebieden en die welke daarin niet zijn opgenomen, berust dus op een objectief criterium.

B.9.2. Zoals is uiteengezet in B.6.2, voorziet artikel 16, § 4, van het decreet van 31 maart 2004, « aangezien de masterstudies in 5 jaar de vroegere derde cycli omvatten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 498/1, p. 7), in drie finaliteiten van de master van 120 studiepunten, waarvan de gespecialiseerde finaliteit een voorbereiding vormt op een beroepsspecialisatie, zoals de vroegere G.G.S.-opleidingen.

Volgens de memorie van toelichting is de keuze van de titels van de bijkomende masters verantwoord door het feit dat het « moeilijk was om [de in bijlage IV opgesomde vakgebieden] op te nemen in de basisstudies, voornamelijk in de vroegere curricula van licenties in 5 jaar » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 498/1, p. 7).

B.9.3. Hoewel de afdeling wetgeving van de Raad van State aandrang op een verantwoording van de lijst van bijlage IV, « in het bijzonder in zoverre die lijst bestaande specialisatiediploma's afschaft waarvan het nut niet ter discussie lijkt te zijn gesteld » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 498/1, p. 118), heeft de decreetgever de keuze van de titels van de bijkomende masters echter niet in het bijzonder verantwoord.

B.9.4. Noch de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet, noch de Franse Gemeenschapsregering - die daartoe uitdrukkelijk door het Hof werd uitgenodigd - leggen uit om welke redenen de vakgebieden van het sociaal recht en het publiek en administratief recht van de lijst van bijkomende masters zijn geschrapt.

B.9.5. Vermits het aan het Hof voorgelegde verschil in behandeling niet redelijk is verantwoord, schendt het de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.10. Het middel is gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de vermeldingen opgenomen in punt 8° van bijlage IV van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 23 november 2005.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2005/203250]

Auszug aus dem Urteil Nr. 168/2005 vom 23. November 2005

Geschäftsverzeichnisnummer 3172

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 18 Absatz 3 und Anlage IV des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definierung des Hochschulwesens, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten, erhoben von J. Jacquain.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 26. November 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. November 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob J. Jacquain, der in 1000 Brüssel, place Fontainas 9-11, Domizil erwählt, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 18 Absatz 3 und Anlage IV des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definierung des Hochschulwesens, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Juni 2004, zweite Ausgabe).

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definierung des Hochschulwesens, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten (nachstehend: Dekret vom 31. März 2004) legt insbesondere eine neue Organisation des Studiums fest.

B.1.2. Nach den akademischen Graden eines Bachelors und Masters regelt Artikel 18 des Dekrets vom 31. März 2004 den akademischen Grad eines ergänzenden Masters wie folgt:

«Nach einer Erstausbildung mit wenigstens 300 Leistungspunkten, die mit dem akademischen Grad eines Masters abgeschlossen wird, kann ein Studium des zweiten Zyklus zum akademischen Grad eines ergänzenden Masters führen, nachdem ein Studienprogramm mit mindestens 60 Leistungspunkten, die in mindestens einem Studienjahr erworben werden können, bestanden wurde.

Durch diese Ausbildungen soll eine berufliche Fachqualifikation erworben werden, die mindestens einer der folgenden Ausrichtungen entspricht:

1. die Ausübung gewisser Berufe unter Einhaltung der entsprechenden gesetzlichen Vorschriften im Gesundheitssektor erlauben;

2. den Bedarf spezifischer Ausbildungen im Rahmen von Programmen der Entwicklungszusammenarbeit decken;

3. Zugang zu besonderen, gesetzlich vorgeschriebenen Titeln und Graden oder zu besonderen und anerkannten Qualifikationen von Forschungsteams und pädagogischen Teams gewähren, die in der Französischen Gemeinschaft eine originelle, einzigartige und spezifische Beschaffenheit aufweisen.

Anlage IV dieses Dekrets enthält die Liste der Studiengänge, die der vorstehenden Nr. 3 entsprechen, und ist integraler Bestandteil dieses Dekrets».

B.1.3. Anlage IV - «Ermächtigungen zur Organisation von ergänzenden Masters» - besagt:

«Die Liste der Titel der ergänzenden Masterstudiengänge im Sinne von Artikel 18 des Dekrets wird wie folgt festgelegt:

Bereich/Titel
3. Sprachen und Literatur
Afrikanische Sprachen und Zivilisationen
Sprachwissenschaften
5. Architektur und Städtebau
Städtebau und Raumordnung
7. Politik- und Sozialwissenschaften
Fachübergreifende Analyse des europäischen Aufbaus
Quantitative Methoden in den Sozialwissenschaften
8. Rechtswissenschaften
Europäisches Recht
Völkerrecht
Steuerrecht
Umweltrecht und öffentliches Immobilienrecht
Recht der Informations- und Kommunikationstechnologien
Notariat
10. Wirtschaftswissenschaften und Management
Verwaltung von Finanzrisiken
11. Psychologische und pädagogische Wissenschaften
Pädagogik des Universitäts- und Hochschulunterrichts
16. Wissenschaften der Motorik
Osteopathie
17. Wissenschaften
Biotechnologie und angewandte Biologie
Genomkunde
Informatik und Innovation
18. Agrarwissenschaften und Biologieingenieur
Brautechnik
Gesundheitstechnik
19. Ingenieurwissenschaften
Kerntechnologie
Integrales Qualitätsmanagement
Nanotechnologie
Polymere

B.2. Der Hof stellt jedoch fest, dass der einzige Klagegrund der Klageschrift lediglich gegen Artikel 18 Absatz 3 und Nr. 8 von Anlage IV des Dekrets vom 31. März 2004 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Masters der Rechtswissenschaften gerichtet ist; er beschränkt seine Prüfung folglich auf diese Bestimmungen.

In Bezug auf die Zulässigkeit

B.3. Der Kläger ist Professor an der «Université libre de Bruxelles» und erteilt Unterricht in den Ausbildungen für das Diplom in Fachstudien (nachstehend D.E.S. genannt) für Sozialrecht sowie öffentliches Recht und Verwaltungsrecht.

Er rechtfertigt sein Interesse an der Klageerhebung damit, dass die in Anlage IV festgelegte erschöpfende Liste der ergänzenden Masters gemäß Artikel 18 des Dekrets vom 31. März 2004 weder das Sozialrecht noch das öffentliche und das Verwaltungsrecht umfasse, wobei das Verschwinden der D.E.S., in denen der Kläger unterrichte, nach dem akademischen Jahr 2006-2007 könne dazu führen, dass die Unterrichte, für die er den Lehrstuhl besitze, nicht mehr aufrechterhalten werden könnten.

B.4. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stützt sich insbesondere auf die Artikel 16 und 62 des Dekrets vom 31. März 2004 und stellt das Interesse des Klägers an der Klageerhebung in Abrede, da dieser nicht beweise, dass die angefochtenen Bestimmungen zum Verschwinden der von ihm erteilten Unterrichte führen würden.

B.5. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.6.1. Indem Anlage IV die Liste der Titel der ergänzenden Masters im Sinne von Artikel 18 des Dekrets vom 31. März 2004 festlegt, ohne das Sozialrecht oder das öffentliche Recht und das Verwaltungsrecht anzuführen, wird die Organisation von ergänzenden Masters in diesen beiden Bereichen verhindert; somit wird ebenfalls die Vergabe von ergänzenden Masters für Sozialrecht oder öffentliches Recht und Verwaltungsrecht verhindert.

B.6.2. In der Begründung heißt es, «da die fünfjährigen Masterstudiengänge die ehemaligen dritten Zyklen beinhalten» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 498/1, S. 7), sieht Artikel 16 § 4 des Dekrets vom 31. März 2004 drei Ausrichtungen des Masters in 120 Leistungspunkten vor, wobei die dritte eine Vorbereitung darstellt auf «eine berufliche Spezialisierung, das frühere Diplom der spezialisierten Studien (D.E.S.), das Diplom der Fachhochschulstudien oder das Diplom der spezialisierten Kunststudien» (ebenda):

«Die Masterstudiengänge des zweiten Zyklus in 120 Leistungspunkten oder mehr umfassen mindestens eine Auswahl von 30 spezifischen Leistungspunkten, die diese Ausbildung einer der folgenden Ausrichtungen zuordnen:

1. Die didaktische Ausrichtung, die die spezifische pädagogische Ausbildung in Anwendung des Dekrets vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Erstausbildung der Lehrbefugten der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder des Dekrets vom 17. Mai 1999 über den höheren Kunstunterricht umfasst. Sie wird nur für die akademischen Grade organisiert, die den für diesen Beruf erforderlichen Titeln entsprechen;

2. Die vertiefende Ausrichtung zur Vorbereitung auf die wissenschaftliche Forschung; sie umfasst sowohl gründliche Ausbildungen in einer besonderen Fachrichtung als auch eine allgemeine Ausbildung zum Forscherberuf. Diese Option wird nur in den Bereichen von Universitätsstudien organisiert, die in Artikel 31 vorgesehen sind.

3. Eine spezialisierte Ausrichtung in einem besonderen Fachbereich, auf den sich der Lehrplan für besondere berufliche oder künstlerische Qualifikationen bezieht.

Die Hochschuleinrichtungen organisieren eine oder mehrere Ausrichtungen, gegebenenfalls mehrere unterschiedliche Fachausrichtungen».

B.6.3. Die Fachausrichtungen in den Bereichen des Sozialrechts sowie des öffentlichen Rechts und des Verwaltungsrechts können zwar im Rahmen des Masterstudiums in 120 Leistungspunkten organisiert werden, doch die Auswahl der Bereiche der Fachausrichtungen obliegt den Hochschuleinrichtungen, so dass man unmöglich schlussfolgern kann, die Ausrichtungen des Sozialrechts sowie des öffentlichen Rechts und des Verwaltungsrechts würden mit Sicherheit von der Universität organisiert, in der der Kläger unterrichtet, und dessen Vorlesungen würden beibehalten.

Außerdem gelten diese Fachausrichtungen nach dem Bestehen von 30 spezifischen Leistungspunkten, die einem Arbeitsaufwand von einem halben Studienjahr entsprechen, als erworben, so dass tatsächlich die Gefahr besteht, dass diese Aufnahme einer Spezialisierung in den Grundlehrplan zu einer Verringerung der in den ehemaligen D.E.S. für Sozialrecht sowie öffentliches Recht und Verwaltungsrecht erteilten Vorlesungen, die auf der Grundlage von mindestens einem Studienjahr organisiert wurden, führt.

B.6.4. Im Übrigen führt der Kläger an, dass die D.E.S., die nicht den Angaben in Anlage IV entsprechen würden, nur «in Form von nicht finanzierten ergänzenden Studiengängen, das heißt einer Möglichkeit, die angesichts der üblichen Teilnehmer der D.E.S. im Bereich der Rechtswissenschaften unrealistisch ist» organisiert werden könnten. Er ist der Auffassung, dass die Integration des D.E.S.-Programms in dasjenige der zwei Masterjahre «notwendigerweise zu einer Verarmung der allgemeinen Ausbildung zum Lizienten der Rechte» führen würde.

Schließlich bemerkt er, die Lösung der Eingliederung des Sozialrechts in das Masterstudium habe zur Folge, dass die Betroffenen den Vorteil der Artikel 190 § 3 und 194 § 3 des Gerichtsgesetzbuches verlören, in denen die Bedingungen für den Zugang zum Amt als Richter am Arbeitsgericht beziehungsweise Staatsanwalt beim Arbeitsauditorat festgelegt würden und eine Verringerung der erforderlichen Berufserfahrung für Bewerber, die im Besitz eines Diploms eines Lizienten des Sozialrechts seien, gewährt werde.

B.6.5. Der Kläger besitzt folglich ein Interesse daran, vor dem Hof auf Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen zu klagen.

B.7. Die Einrede wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

B.8. Der Kläger führt einen einzigen Klagegrund an, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Fassung abgeleitet ist, da die angefochtenen Bestimmungen den Kläger, der nur Inhaber eines Lehramtes der D.E.S. in Sozialrecht sowie in öffentlichem Recht und Verwaltungsrecht sei, benachteiligten im Vergleich zu anderen Inhabern eines Lehramtes der Ausbildungen, die in der Liste von Anlage IV angeführt seien. Nach seiner Auffassung beruhe dieser Behandlungsunterschied auf keiner objektiven Rechtfertigung.

B.9.1. Die ergänzenden Masterstudiengänge dienen zum Erwerb einer beruflichen Fachqualifikation, die mindestens einer der drei in Artikel 18 Absatz 2 des Dekrets vom 31. März 2004 aufgezählten Ausrichtungen entspricht. Artikel 18 Absatz 3 sieht die Erstellung einer Liste von ergänzenden Masterstudien für die dritte Ausrichtung vor, das heißt «Zugang zu besonderen, gesetzlich vorgeschriebenen Titeln und Graden oder zu besonderen und anerkannten Qualifikationen von Forschungsteams und pädagogischen Teams gewähren, die in der Französischen Gemeinschaft eine originelle, einzigartige und spezifische Beschaffenheit aufweisen»; der Behandlungsunterschied zwischen den in der erschöpfenden Liste von Anlage IV angeführten Fächern und denjenigen, die nicht angeführt sind, beruht somit auf einem objektiven Kriterium.

B.9.2. Wie in B.6.2 dargelegt wurde, «da die fünfjährigen Masterstudiengänge die ehemaligen dritten Zyklen beinhalten» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 498/1, S. 7), sieht Artikel 16 § 4 des Dekrets vom 31. März 2004 drei Ausrichtungen des Masters in 120 Leistungspunkten vor, darunter die Fachausrichtung zur Vorbereitung auf eine berufliche Spezialisierung, so wie die ehemaligen D.E.S.

In der Begründung wurde die Auswahl der Titel der ergänzenden Masterstudiengänge damit gerechtfertigt, dass es «schwierig war, in die Basisstudiengänge, insbesondere in die ehemaligen Lehrpläne der Lizenzen mit fünf Jahren» die in Anlage IV aufgezählten Fächer einzugliedern (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 498/1, S. 7).

B.9.3. Obwohl die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates auf einer Rechtfertigung der Liste von Anlage IV bestand, «insbesondere insofern durch diese Liste Diplome bestehender Spezialisierungen, deren Sachdienlichkeit nicht in Frage gestellt worden zu sein scheint, gestrichen werden» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 498/1, S. 118), hat der Dekretgeber die Auswahl der Titel der ergänzenden Masterstudiengänge nicht auf besondere Weise gerechtfertigt.

B.9.4. Weder in den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret, noch in den Darlegungen der Regierung der Französischen Gemeinschaft - die vom Hof ausdrücklich hierzu aufgefordert worden war - werden die Gründe angeführt, aus denen Fächer des Sozialrechts sowie des öffentlichen Rechts und des Verwaltungsrechts aus der Liste der ergänzenden Masterstudiengänge ausgeschlossen wurden.

B.9.5. Da der Behandlungsunterschied, der dem Hof unterbreitet wurde, in keiner Weise vernünftig gerechtfertigt ist, verstößt er gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.10. Der Klagegrund ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Angaben in Nr. 8 der Anlage IV des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definierung des Hochschulwesens, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 23. November 2005.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2005/203172]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 oktober 2005 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 oktober 2005, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 17 februari 2005 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 en van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 2005, tweede uitgave), wegens schending van de artikelen 10, 11, 12, 13, 14, 19 en 25 van de Grondwet, door L. Lamine, wonende te 3110 Rotselaar, Steenweg op Wezemaal 90, J. Donny, wonende te 3150 Haacht, Bukestraat 21, M. Weemaes, wonende te 3110 Rotselaar, Steenweg op Wezemaal 90, I. Billen, wonende te 3150 Haacht, Bukestraat 21, en M. Elinx, wonende te 3020 Herent, Bijlokstraat 144.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 3793 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[2005/203172]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 octobre 2005 et parvenue au greffe le 20 octobre 2005, un recours en annulation totale ou partielle de la loi du 17 février 2005 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (publiée au *Moniteur belge* du 13 octobre 2005, deuxième édition) a été introduit, pour cause de violation des articles 10, 11, 12, 13, 14, 19 et 25 de la Constitution, par L. Lamine, demeurant à 3110 Rotselaar, Steenweg op Wezemaal 90, J. Donny, demeurant à 3150 Haacht, Bukestraat 21, M. Weemaes, demeurant à 3110 Rotselaar, Steenweg op Wezemaal 90, I. Billen, demeurant à 3150 Haacht, Bukestraat 21, et M. Elinx, demeurant à 3020 Herent, Bijlokstraat 144.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 3793 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[2005/203172]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. Oktober 2005 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. Oktober 2005 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 17. Februar 2005 zur Abänderung der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat und des Gesetzes vom 4. Juli 1989 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Föderalen Kammern und über die Finanzierung und die offene Buchführung der politischen Parteien (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Oktober 2005, zweite Ausgabe), wegen Verstoßes gegen die Artikel 10, 11, 12, 13, 14, 19 und 25 der Verfassung: L. Lamine, wohnhaft in 3110 Rotselaar, Steenweg op Wezemaal 90, J. Donny, wohnhaft in 3150 Haacht, Bukestraat 21, M. Weemaes, wohnhaft in 3110 Rotselaar, Steenweg op Wezemaal 90, I. Billen, wohnhaft in 3150 Haacht, Bukestraat 21, und M. Elinx, wohnhaft in 3020 Herent, Bijlokstraat 144.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 3793 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.